

Dans la mesure à l'étude, aucune disposition ne va à la racine du mal qu'est le faible revenu agricole. Et c'est pourquoi on peut dire qu'elle ne renferme vraiment rien de nature à aider directement les agriculteurs qui doivent payer des suppléments pour sécher leur grain. Elle ne fait que retarder le jour des échéances. J'admets qu'elle comporte un avantage: étant donné le taux élevé d'intérêt qui règne actuellement dans l'économie, ce sera un avantage pratique de pouvoir obtenir quelques centaines de dollars sans payer d'intérêt.

Enfin, si le gouvernement tout en augmentant le montant des paiements anticipés pour le séchage du grain en particulier, avait fait preuve de quelque initiative en coordonnant le travail et en aidant les cultivateurs, les exploitants d'élevateurs et les syndicats à installer des séchoirs en novembre et en décembre derniers aux points stratégiques d'expédition dans les Prairies, il aurait alors mérité, je pense, quelques félicitations et quelques éloges. On ne peut attribuer au gouvernement fédéral que très peu de mérite pour les efforts entrepris pour l'installation de séchoirs. Certains gouvernements provinciaux, me semble-t-il, ont su mieux prévoir et agir plus promptement que le gouvernement fédéral sur ce point. Nous allons appuyer cette mesure législative, mais il ne faudrait pas penser que nous le faisons avec le moindre enthousiasme.

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, je veux exprimer ma déception devant ce qu'on a appelé les carences du gouvernement dans sa façon de régler le problème du blé. L'honorable député de Selkirk (M. Schreyer), qui vient de se rasseoir, a déclaré que le gouvernement n'a pas su nous faire preuve d'autorité pour résoudre les problèmes du grain. Si le bill que nous discutons actuellement illustre les efforts que déploie le gouvernement pour aider les fermiers à résoudre le problème du blé, je dirais qu'il ne s'agit pas seulement de carences. J'espère que lorsque le ministre sans portefeuille (M. Lang) prendra la parole, il renseignera les Canadiens sur le montant de l'aide monétaire prévue par le bill dans le cadre des dépenses fédérales.

Le mot «miettes» a été prononcé à plusieurs reprises dans cette Chambre, mais j'ose dire que la somme proposée si on la destine à aider les fermiers, ne représente même pas des miettes. Je doute qu'il y ait beaucoup de gens qui puissent profiter de cette loi.

[M. Schreyer.]

A mon avis, le gouvernement ne connaît pas la vraie nature du problème du blé. Il est certain qu'il ne sait pas comment le résoudre, et pour cause. Je déplore que le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin) ait manifesté son regret d'avoir mal parlé du gouvernement. J'allais le féliciter de sa déclaration concernant l'inaptitude du gouvernement à régler ce problème. J'allais même ajouter quelques termes de mon cru.

L'hon. M. Lang: Ne vous gênez pas.

M. McIntosh: Il n'est pas question de me gêner. D'après le député de Regina-Lake Centre, la politique du gouvernement libéral en matière de céréales est apathique, ridiculement optimiste et inadéquate. J'estime que le gouvernement actuel n'a aucune politique dans ce domaine, comme le prouvent les déclarations faites dans cette enceinte par trois ministres mercredi dernier. J'aimerais parler de ces discours pendant quelques instants, y compris celui du ministre d'État, représentant de Saskatoon-Humboldt. Le gouvernement n'a pas su nous montrer la voie et ce projet de loi ne va guère aider l'agriculteur de l'Ouest. Il va peut-être lui rapporter quelques centaines de dollars, sans plus.

Le gouvernement se demande pourquoi il se trouve dans cette situation. J'aimerais citer quelques-unes des paroles du ministre de Saskatoon-Humboldt, car les trois ministres qui ont parlé dans cette enceinte le 22 janvier n'ont présenté aux agriculteurs canadiens que de faibles justifications. Le gouvernement a fait état de problèmes concernant le temps, le système de transports, l'efficacité des lignes de chemin de fer et a prétendu que la demande de céréales était plus importante qu'on ne l'avait prévu. Chaque député qui vient d'une circonscription de l'Ouest sait que ces problèmes se posent chaque année à l'industrie du blé. Il n'y a donc rien de nouveau cette année, dans ce domaine, par rapport aux années précédentes. Nos problèmes sont peut-être plus graves, mais c'est tout.

A mon avis, gouverner c'est prévoir. C'est préparer des mesures pour toutes les éventualités. Sinon, on s'embourbe. C'est précisément pourquoi le gouvernement actuel patauge à l'égard de l'industrie du blé. Pourquoi le gouvernement patauge-t-il et notre industrie du blé est-elle embourbée? La réponse, on la trouve en partie, dans l'attitude de nos ministres. Le ministre représentant la circonscription de Saskatoon-Humboldt (M. Lang) a dit, sauf erreur, que les députés de l'Ouest canadien ne connaissaient pas vraiment l'histoire